

Le Secrétariat de la science, des secteurs responsables d'entreprises privées, et notre gouvernement, par la voix de notre premier ministre, il y a deux semaines, ont compris l'importance du Canada dans l'espace. Tous les secteurs seront remis en question, et il serait souhaitable que l'entreprise privée et le secteur public unissent leurs efforts et créent en commun l'institution qui nous assurera un rôle important dans le champ des communications spatiales.

[Traduction]

Il me semble opportun, en marge du discours du trône, de commenter ici notre situation économique. Depuis qu'il existe à titre de nation, le Canada n'a peut-être jamais connu de position aussi avantageuse qu'en 1966. La Providence nous a tous favorisés de façon remarquable, même s'il nous a fallu traverser une forme bénigne d'inflation. Dans de nombreux secteurs, nous avons atteint des sommets et, de façon générale, on peut dire sans exagérer que nous avons connu sur le plan économique, notre meilleure année. Après de nombreuses années prospères, ces résultats nous donnent un sentiment de sécurité stable et durable.

Notre économie a progressé à un rythme si rapide qu'il a fallu, il y a de nombreux mois, la freiner. De fait, notre avance a été plus rapide que celle de tous les grands pays industrialisés, sauf un. C'est un beau témoignage rendu aux efforts déployés librement par un peuple libre, qui travaille dans une économie concurrentielle.

Mais, comme toujours, le prix d'une croissance rapide a fait de nouveau surgir le danger d'inflation et ses résultats horribles. Le gouvernement continue de s'employer très activement à régler la situation afin d'éviter le déséquilibre économique que l'on craint.

Cependant, notre situation a quelque peu changé. Il est bon de savoir que le gouvernement compte présenter des mesures pour élargir la portée du programme d'encouragement au développement de certaines régions et encourager le développement industriel de la région atlantique. De fait, cela permettra de pallier au ralentissement de certaines de nos industries, d'éviter une nouvelle extension du chômage et de résoudre plus efficacement les problèmes économiques dans certaines régions. En outre, j'estime urgent, honorables sénateurs, d'encourager la modernisation de nos industries et de faire appel, encore une fois, au réalisme des patrons et des ouvriers pour qu'ils s'adaptent à ces transformations techniques inévitables.

Il existe actuellement d'autres défis à relever. On l'a dit hier, nous devons travailler en vue d'élever notre niveau d'emploi et continuer à accroître notre potentiel de production.

Ces objectifs requerront non seulement les efforts combinés de la main-d'œuvre et des capitalistes canadiens, mais aussi ceux de notre gouvernement. L'examen des relations qui existent entre l'industrie, la main-d'œuvre et le gouvernement me semble un pas dans la bonne voie.

Je suis heureux que se soit révélée sans fondement la rumeur de la suppression des allocations d'épuisement, car la mise en valeur des ressources naturelles comporte beaucoup d'incertitude. En effet, les coûts sont très élevés, et un fait qu'on ne mentionne pas souvent tout haut, mais qui revêt une grande importance, c'est l'attrait qu'exercent sur les compagnies d'exploitation minière et pétrolière les récompenses et les exemptions d'impôts offertes dans certains pays prometteurs. J'oserais dire que la suppression des allocations d'épuisement au Canada aurait causé une réaffectation déplorable des efforts d'exploration.

L'économie canadienne pourrait progresser plus rapidement que celle de la plupart des autres nations industrielles. Nous possédons des ressources naturelles en abondance. Nous avons besoin de nouvelles maisons, et des mesures législatives pertinentes sont proposées. Notre effectif ouvrier augmente rapidement et pourrait facilement grossir encore grâce à notre politique d'immigration. Une loi constructive nous aiderait à le faire.

Nous avons facilement accès à la technologie des grands pays industrialisés. Il est possible que des capitaux considérables permettent, à long terme, un taux annuel de croissance dépassant 7 p. 100 pour le produit national brut, pourvu que le gouvernement adopte les politiques qui s'imposent; nous étudierons, nous analyserons ces perspectives.

Nous constatons avec satisfaction dans le discours que le gouvernement...

Tout en sachant qu'il est souhaitable que nous exerçons un plus grand contrôle sur nos principales industries et ressources est aussi conscient de la contribution appréciable fournie par l'afflux des placements étrangers au développement optimum de l'économie.

A mon avis, toute affectation prochaine de capitaux en vue de racheter les placements américains aurait des effets désastreux. Il en coûterait des milliards de dollars dont nous avons grandement besoin pour l'expansion normale de notre jeune pays et pour faire en sorte qu'il poursuive sa marche sur la voie du progrès. Nous sommes un pays jeune. Nous avons besoin de capitaux pour notre expansion. Par nos propres moyens, nous n'avons pas été en mesure de donner à notre expansion économique l'impulsion dont elle avait besoin.